

## CHAPITRE 2 – Avancées et reculs des démocraties

Dès le XIX<sup>e</sup> siècle, Tocqueville voit en la démocratie un régime fragile, susceptible de limiter les libertés. Si à l'échelle mondiale, le XX<sup>e</sup> siècle marque l'essor de la démocratie, celle-ci s'avère régulièrement menacée par des forces conservatrices ou révolutionnaires. Ainsi, dans les années 1970 et 1980, alors que l'Europe méditerranéenne voit s'effondrer les dictatures et se mettre en place des régimes démocratiques, certains pays d'Amérique latine connaissent une trajectoire opposée.

## **Cours. Avancées et limites de la démocratie aux États-Unis et en France dans la première moitié du XIX<sup>e</sup> siècle (p.58-59)**

**Quels sont les freins aux progrès de la démocratie aux États-Unis et en France dans la première moitié du XIX<sup>e</sup> siècle ?**

### **I Avancées et limites de la démocratie aux États-Unis**

#### **A - Un modèle démocratique original**

Aux États-Unis, la révolution de 1776 conduit à la mise en place, jusqu'au début du XIX<sup>e</sup> siècle, d'une démocratie originale. Les premiers amendements à la Constitution de 1787 garantissent la séparation des pouvoirs et les libertés publiques (religieuse, d'expression...). Le pouvoir législatif de cette république fédérale est confié au Congrès. Lorsqu'en 1831, Alexis de Tocqueville, jeune magistrat français, se rend aux États-Unis, le suffrage universel masculin blanc est reconnu dans la plupart des États. L'alphabétisation précoce des populations et une presse puissante favorisent l'avènement d'une culture démocratique.

Le modèle présidentiel américain fait l'admiration de nombreux libéraux en France. Désigné au suffrage universel masculin indirect, à la fois chef d'État et chef du gouvernement, le président des États-Unis dispose de pouvoirs étendus mais bien encadrés ; il jouit d'un immense prestige. Séduit par ce modèle, Tocqueville, observateur attentif de la vie politique américaine, s'interroge cependant sur ses dangers. Il estime que, en étant rééligible, le président peut devenir « un instrument docile dans les mains de la majorité ».

## **B - La démocratie en question**

À l'aspiration à l'égalité, Tocqueville oppose le risque de « tyrannie de la majorité ».

Tocqueville se montre critique envers le modèle américain. Comme beaucoup de libéraux de son temps, il redoute que le principe d'égalité, moteur de la démocratisation des sociétés et des gouvernements, menace à terme les libertés.

Selon lui, puisque le suffrage donne raison à la majorité, les groupes minoritaires, en devant s'incliner devant elle, peuvent en subir la tyrannie.

L'analyse de Tocqueville néglige certains aspects inégalitaires de la démocratie américaine, comme l'esclavage. Les États-Unis sont en effet une puissance esclavagiste dans laquelle les Afro-américains, esclaves ou libres, sont déclarés non citoyens en 1857 par un arrêt de la Cour suprême. Il faut attendre l'issue de la guerre de Sécession (1861-1865) pour que le Congrès adopte le 13<sup>e</sup> amendement qui abolit l'esclavage, puis les 14<sup>e</sup> et 15<sup>e</sup> amendements portant sur les droits civils et le droit de vote des Afro-américains.

Les Indiens sont exclus de la démocratie américaine. Depuis la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, l'expansion vers l'Ouest et la conquête de nouveaux territoires s'accompagnent de massacres et de déportations de ces populations que la Cour suprême qualifie en 1831 de « nations domestiques dépendantes » à qui la citoyenneté est refusée.

## **II En France, une démocratisation difficile**

### **A - Avènement et limites de la démocratie sous la Seconde République (1848-1852)**

Inspirés par les modèles américain et britannique, les libéraux français sont pourtant fermement opposés à l'égalité politique. Selon eux, celle-ci peut en effet conduire à la « dictature du nombre ». La Restauration et la monarchie de Juillet (1815-1848), qui tentent d'opérer un compromis entre la monarchie et les aspirations démocratiques de la société, sont marquées par leur influence. En établissant des suffrages censitaires resserrés (entre 100 000 et 240 000 électeurs), ces régimes maintiennent à bonne distance de la vie politique un peuple dont ils se méfient.

Sous la Seconde République, la démocratie connaît une succession d'avancées et de reculs. Février 1848 marque une importante avancée démocratique avec l'adoption du suffrage universel masculin, la suppression de la peine de mort pour raison politique et l'abolition de l'esclavage. Rapidement toutefois, des divergences surgissent concernant la nature du nouveau régime. Parmi les Républicains, ceux qui voudraient voir triompher une démocratie sociale proposent par exemple d'inscrire dans la Constitution un « droit au travail ».

Tocqueville est un acteur de cette avancée démocratique de 1848, qu'il observe et critique dans le même temps. Opposant à la monarchie de Juillet, il est élu à l'Assemblée constituante en avril 1848 et devient membre de la Commission chargée de rédiger une nouvelle constitution. Effrayé par la révolution, il contribue à mettre en place un régime conservateur qui écrase l'insurrection de juin 1848. Tocqueville reconnaît la légitimité que le suffrage universel confère à Louis-Napoléon Bonaparte, élu président de la République en décembre 1848. En 1849, il est même ministre des Affaires étrangères. Mais récusant le principe de réélection du président de la République, il s'oppose à Louis-Napoléon Bonaparte et au coup d'État du 2 décembre 1851 qui met fin à la Seconde République.

## **B - Le Second Empire, un régime autoritaire (1852-1870)**

Napoléon III fonde un régime politique inédit. Ce régime autoritaire combine suffrage universel et gouvernement de type dictatorial. Le suffrage universel masculin est en effet contrôlé par la pratique, antidémocratique, des candidatures officielles.

L'originalité du régime tient surtout dans la volonté affichée par Napoléon III, qui cumule la plupart des pouvoirs, d'établir un lien direct entre sa personne et les Français (voyages en province avec ovations de la foule et plébiscites).

La démocratie progresse cependant durant la décennie 1860, qualifiée de libérale. Le délit de coalition, qui interdisait aux paysans et aux ouvriers de se rassembler, est abrogé en 1864. En 1868, une loi favorise la liberté de la presse et une autre autorise les réunions publiques. Par ailleurs, la vie parlementaire renaît progressivement, ce qui est l'une des caractéristiques majeures de la démocratie représentative.

## **Jalon - L'inquiétude de Tocqueville : de la démocratie à la tyrannie**

### **? Une analyse politique (p. 60-61)**

**Alexis de Tocqueville (1805-1859) se fait connaître, après un séjour aux États-Unis, par ses réflexions sur la démocratie américaine et sur les rapports entre liberté et égalité. Homme politique lui-même, il est député de 1839 à 1851, et ministre quelques mois en 1849 sous la Seconde République. Comme les libéraux de son temps, il redoute que la démocratie menace les libertés.**

Quelle forme de tyrannie suscite l'inquiétude de Tocqueville ?

## **Doc 1 p. 60 : Le modèle démocratique aux États-Unis**

En Amérique, le peuple nomme celui qui fait la loi et celui qui l'exécute ; lui-même forme le jury qui punit les infractions à la loi. Non seulement les institutions sont démocratiques dans leur principe, mais encore dans tous leurs développements ; ainsi le peuple nomme directement ses représentants et les choisit en général tous les ans, afin de les tenir plus complètement dans sa dépendance. C'est donc réellement le peuple qui dirige, et quoique la forme du gouvernement soit représentative, il est évident que les opinions, les préjugés, les intérêts, et même les passions du peuple, ne peuvent trouver d'obstacles durables qui les empêchent de se produire dans la direction journalière de la société. Aux États-Unis, comme dans tous les pays où le peuple règne, c'est la majorité qui gouverne au nom du peuple.

Cette majorité se compose principalement des citoyens paisibles, qui, soit par goût, soit par intérêt, désirent sincèrement le bien du pays. Autour d'eux s'agitent sans cesse les partis, qui cherchent à les attirer dans leur sein et à s'en faire un appui.

Alexis de Tocqueville, *De la démocratie en Amérique*, tome 2, partie 2,  
chap. 1, 1840.

## **Doc 2 p. 60 : Le risque de tyrannie en démocratie**

Je regarde comme impie et détestable cette maxime, qu'en matière de gouvernement la majorité d'un peuple a le droit de tout faire, et pourtant je place dans les volontés de la majorité l'origine de tous les pouvoirs. Suis-je en contradiction avec moi-même ? [...] Qu'est-ce donc qu'une majorité prise collectivement, sinon un individu qui a des opinions et le plus souvent des intérêts contraires à un autre individu qu'on nomme la minorité ? Or, si vous admettez qu'un homme revêtu de la toute-puissance peut en abuser contre ses adversaires, pourquoi n'admettez-vous pas la même chose pour une majorité ? [...] Lors donc que je vois accorder le droit et la faculté de tout faire à une puissance quelconque, qu'on l'appelle peuple ou roi, démocratie ou aristocratie, je dis : là est le germe de la tyrannie, et je cherche à aller vivre sous d'autres lois. [...]

Supposez, au contraire, un corps législatif composé de telle manière qu'il représente la majorité, sans être nécessairement l'esclave de ses passions ; un pouvoir exécutif qui ait une force qui lui soit propre, et une puissance judiciaire indépendante des deux autres pouvoirs ; vous aurez encore un gouvernement démocratique, mais il n'y aura presque plus de chances pour la tyrannie. Je ne dis pas que dans le temps actuel on fasse en Amérique un fréquent usage de la tyrannie, je dis qu'on n'y découvre point de garantie contre elle.

Alexis de Tocqueville, De la démocratie en Amérique, tome 2, partie 2,  
chap. 7, Paris, 1840.



### **Doc 3 p. 61 : Tocqueville et la démocratie américaine**

Étant donné le milieu relativement restreint auquel appartenait ses interlocuteurs – des juges, des diplomates, et surtout des avocats comme lui c'est-à-dire essentiellement « les riches et localement célèbres » – il n'est guère étonnant que Tocqueville se soit parfois trompé. Tocqueville semble ne pas avoir remarqué les artisans obligés de reprendre le statut d'ouvriers non qualifiés, ou les dockers immigrés, ou les noirs libres vivant aux marges de la société américaine. Il a croisé des Indiens d'Amérique expulsés des États de l'Est du pays sur le fameux Sentier des Larmes<sup>1</sup>. Mais il n'en a pas tiré grand-chose, ne faisant pas la connexion entre cette expérience et ses propres réflexions sur le danger de la tyrannie de la majorité. En ce qui concerne l'esclavage, il s'est dépêché de traverser le Sud, ne prenant pas le temps de visiter une plantation. Il n'est pas étonnant qu'il n'ait vu que la classe moyenne en Amérique.

François Furstenberg, « Du voyage de Tocqueville en Amérique »,

[www.slate.fr](http://www.slate.fr), 19 mai 2010.

1. Nom donné aux déportations très meurtrières d'Indiens dans les années 1830.

## **Doc 4 p. 61 : Une tyrannie acceptable**

**Le 23 juin 1848, 4 mois après la proclamation de la République, une insurrection de la misère éclate dans les quartiers ouvriers de Paris suite à la fermeture des ateliers nationaux<sup>1</sup>. Les députés, dont Tocqueville, votent des mesures de répression.**

L'insurrection fut de telle nature que toute transaction avec elle parut sur-le-champ impossible et qu'elle ne laissa, dès le premier moment, d'autre alternative que de la vaincre ou de périr. [...] [À l'Assemblée] il s'agissait de voter un décret qui mît Paris en état de siège<sup>2</sup> [...]. Je me levai contre [ce] paragraphe ; je le fis par instinct plus que par réflexion. J'ai naturellement un tel mépris et une si grande horreur pour la tyrannie militaire que ces sentiments se soulevèrent en tumulte dans mon cœur, quand j'entendis parler de l'état de siège, et dominèrent ceux mêmes que le péril faisait naître. En ceci, je fis une faute qui, fort heureusement, eut assez peu d'imitateurs. [...] [On dit que] les partisans du général Cavaignac<sup>3</sup> avaient répandu à dessein des bruits sinistres afin de hâter le vote. Si ceux-ci ont, en effet, employé cette supercherie, je le leur pardonne volontiers, car les mesures qu'ils firent ainsi prendre étaient indispensables au salut du pays.

Alexis de Tocqueville, Souvenirs, chap. 9, 1893.

1. Ateliers ouverts par l'État en mars 1848 pour proposer du travail aux chômeurs parisiens.
2. Décision de placer une ville au pouvoir de l'armée. Les libertés sont suspendues.
3. Général à qui est confié le pouvoir pendant les jours de répression.

## **Cours. La difficile démocratisation de l'Amérique latine, des années 1960 aux années 1990 (p. 62-63)**

**Pourquoi la démocratie apparaît-elle comme fragile et instable en Amérique latine ?**

### **I Des démocraties fragiles**

#### **A - Des démocraties en difficulté dans les années 1960**

Des régimes qui se présentent comme des démocraties mais qui sont en réalité des dictatures se mettent en place en Amérique latine. C'est le cas au Nicaragua (où règne la famille Somoza) ou au Paraguay (Alfredo Stroessner). Les libertés y sont restreintes, les oppositions interdites, les politiques sociales limitées.

Le Chili, l'Uruguay, le Costa Rica ou Porto-Rico font alors figure d'exceptions démocratiques. Le Chili, en proie à l'inflation et aux difficultés sociales à la fin des années 1960, s'avère l'un des rares États à ne pas subir la pression de l'armée, partout puissante sur le continent.

#### **B - L'hégémonie des États-Unis sur le continent américain**

L'héritage de la doctrine Monroe (1823) est réactivé au temps de la guerre froide. Les États-Unis veulent alors à tout prix éviter que l'Amérique latine ne devienne communiste. Pour cela, Washington déploie une coopération militaire active : après le traité de Rio (1947), la conférence de Bogota (1948) crée l'Organisation des États américains (OEA), consolidant activement les liens du continent américain.

Les États-Unis multiplient les plans d'aide au développement pour freiner la

progression du communisme. En 1960, ils débloquent 500 millions de dollars pour le continent. Le président John F. Kennedy lance « l'Alliance pour le progrès » en 1961, une aide de 20 milliards de dollars sur dix ans que le président Lyndon B. Johnson porte à 3 milliards par an en 1967.

## **II Un continent en proie aux révolutions et aux dictatures militaires**

### **A - Le continent des révolutions**

Au terme d'une révolution, Fidel Castro s'empare du pouvoir à Cuba en 1959. Il met au pas l'Église catholique, procède à une réforme agraire et à des nationalisations qui s'exercent au détriment des capitaux étatsuniens. En avril 1961, 1 500 mercenaires anticastristes entraînés par la CIA échouent à reprendre l'île (débarquement de la baie des Cochons) ; Castro triomphe. L'embargo américain qui suit la « crise des fusées » en 1962 fait de l'île, alliée de l'URSS, le symbole de la résistance aux États-Unis.

Des révolutionnaires comme Ernesto Guevara tentent de déployer la révolution continentale : c'est l'ère du foquisme. Les fortes inégalités sociales et le mal développement favorisent la propagation de l'onde de choc de la révolution, qui touche le Venezuela et renforce les communistes du sud de la Colombie (les FARC naissent en 1966). Les guérillas se diffusent dans les Andes (Pérou, Bolivie où Guevara meurt en 1967) et en Amérique centrale.

### **B - La croisade anticommuniste légitime les pouvoirs autoritaires**

La menace marxiste, surévaluée, favorise les politiques dites de « sécurité nationale ». Alors que le continent ne comptait plus que trois régimes militaires

en 1960, les coups d'État se multiplient : on en dénombre 13 en 1973. Les États-Unis contribuent activement au renversement des démocraties, en soutenant par exemple des groupes de combattants, comme les contras du Nicaragua. C'est aussi le cas dans le Chili du socialiste Salvador Allende. Élu en 1970, contesté par la droite et débordé par une aile gauche radicale, Allende est renversé le 11 septembre 1973.

Des dictatures militaires implacables s'installent sur le continent pour une durée de 20 ans au Brésil, 17 ans au Chili, 12 ans en Uruguay. Certains pays ont connu différentes phases autoritaires, comme l'Argentine entre 1962 et 1983 : les militaires, qui déposent deux Présidents en 1962 et en 1966, permettent le retour de Juan Perón en 1973 avant de reprendre le pouvoir en 1976. Partout les pouvoirs conservateurs s'appuient sur les oligarchies, traquent les ennemis intérieurs et les éléments jugés subversifs.

### **III De la dictature à la démocratie**

#### **A - Des dictatures pratiquant la répression**

Les dictatures d'Amérique latine répriment particulièrement les intellectuels. C'est le cas au Chili sous le régime d'Augusto Pinochet ou au Brésil après le putsch militaire de 1964. En Argentine, les quatre généraux qui se succèdent de 1976 à 1983 à la tête du pays livrent une lutte contre tous les éléments marxistes de la société. Les victimes se comptent par milliers (entre 10 000 et 30 000) jusqu'en 1983. La plupart du temps, les dictatures et « démocraties autoritaires » échouent à redresser la situation économique des États.

## **B - Le rétablissement des régimes démocratiques**

L'échec économique des dictatures et la large mobilisation des sociétés civiles affaiblissent la légitimité des juntes. Dès le début des années 1980, cette situation permet le retour de la démocratie dans certains pays d'Amérique latine où elle avait disparu. Elle est ainsi rétablie en Argentine en 1983, au Brésil en 1985. Au Chili, le régime de Pinochet relâche la pression grâce aux grandes manifestations de rue (protestas). Celle du 18 novembre 1983 rassemble par exemple 500 000 personnes à Santiago. Les larges manifestations uruguayennes de 1983-1984 permettent également le retour à la démocratie.

En 1986, quatre États vivent encore sous une dictature (Panama, Chili, Paraguay, Haïti). Si des tensions politiques et sociales demeurent sur le continent, l'esprit démocratique, au fil des réformes, progresse partout : en 1990, la plupart des États sont devenus démocratiques.

## **Jalon - Crises et fin de la démocratie : le Chili de 1970 à 1973 (p. 66-67)**

**Le 11 septembre 1973 au Chili, un coup d'État renverse le régime socialiste de Salvador Allende, démocratiquement élu par le peuple et le Congrès en octobre 1970. Dans ce pays où la démocratie semblait enracinée et où les forces armées étaient réputées loyales, le coup d'État surprend.**

Comment la démocratie est-elle renversée au Chili le 11 septembre 1973 ?

## **Doc 1 p. 66 : Les premières mesures de Salvador Allende**

**Ces mesures, qui contribuèrent à l'élection d'Allende, reprennent le programme socialiste de l'Unité populaire, coalition de gauche formée le 17 décembre 1969.**

1. Suppression des traitements fabuleux.
2. Suppression des postes d'« experts » placés hors du tableau d'avancement normal des fonctionnaires.
3. Honnêteté administrative (fin du favoritisme, inamovibilité des fonctionnaires).
4. Plus de voyages coûteux à l'étranger. [...]
6. L'Administration ne fabriquera pas de nouveaux riches (contrôle rigoureux du patrimoine et des revenus des hauts fonctionnaires).
7. Des retraites justes, pas de retraites de millionnaires (abaissement des retraites les plus élevées du secteur public et privé et utilisation de ces fonds pour améliorer les retraites les plus basses).
8. Droit au repos en temps opportun et dans la justice (retraite à 60 ans, y compris à ceux qui n'ont pas pu cotiser).
9. Sécurité sociale pour tous. [...]
15. Du lait pour tous les enfants chiliens. (Nous nous engageons à fournir 1/2 litre de lait par jour gratuitement à tous les enfants du Chili.)



### **Doc 3 p. 66 : La nationalisation des mines de cuivre**

**En juillet 1971, Allende décrète la nationalisation du cuivre, auparavant contrôlé par les États-Unis. Ceux-ci répliquent aussitôt par le boycott des prêts internationaux au Chili. Les difficultés économiques du pays s'accroissent.**

C'est de ces ressources que dépend l'issue du combat que livre le Chili pour soustraire la plus grande partie de son peuple à la misère matérielle, à l'exploitation de l'homme par l'homme, à l'intérieur, et à la subordination étrangère, à l'extérieur. Les deux tiers de nos revenus en devises et le financement de près d'un quart du budget de la nation proviennent de l'exploitation du cuivre.

Extrait du décret de nationalisation du cuivre, juillet 1971.

#### **Doc 4 p. 67 : 1972, le début de l'épreuve de force**

**Tandis que le gouvernement d'Allende est contesté par l'extrême-gauche qui lui reproche la timidité de ses mesures, ses opposants de droite organisent un grand mouvement de grève visant à déstabiliser le régime.**

Les hostilités commencent le 11 octobre, avec la grève illimitée proclamée par la corporation des transporteurs routiers [...]. Se joignent à cette « grève », dans les jours qui suivent, les commerçants de détail dès le 13 puis l'ordre des médecins, des architectes, des avocats ; les syndicats d'employés de banques et pratiquement toutes les associations de professionnels de « classe moyenne » [...]. Finalement les patrons des usines tentent à leur tour d'arrêter la production [...].

Face à cette situation, le gouvernement procède à des réquisitions [...]. L'intervention de l'État dans une série de services et d'entreprises est décidée. [...] À partir du 15 octobre, les collectifs ouvriers prennent en main la production et organisent la sécurité contre les attentats terroristes qui se multiplient contre les installations.

Le Chili sous Allende, présentation par Alain Joxe, sociologue et géopoliticien, © Éditions Gallimard, « Archives », 1974.

## **Doc 6 p. 67 : Le rôle des États-Unis**

Le concours matériel apporté par la CIA à l'organisation de l'assassinat fait désormais d'autant moins de doute que, [...] dans le film *Le Dernier Combat* de Salvador Allende, Paul Wimert, attaché militaire des États-Unis au moment des faits, confesse très tranquillement, dans une interview, avoir remis aux comploteurs armes et argent.

Le Président Gérald Ford devait, pour sa part, vendre définitivement (en 1977) la mèche. [...] Non seulement reconnu-il explicitement la participation active de la CIA dans la chute d'Allende, mais encore revendiqua-t-il le droit de son pays à contribuer au renversement de gouvernements constitutionnels étrangers s'ils venaient à afficher des tendances jugées, par lui, inacceptables. Quitte à avoir recours à la corruption et à la violence.

Antoine Blanca, *Salvador Allende. L'autre 11 septembre*,  
éditions Bruno Leprince, 2003.

**DOSSIER. De la dictature militaire à la démocratie : le Brésil au milieu des années 1980 (p. 68-69)**

**À partir du milieu des années 1970, la junte militaire au pouvoir au Brésil met en œuvre des mesures de libéralisation, créant un climat favorable au retour de la démocratie. En 1985, au terme d'une longue période de transition et dans un contexte de crise économique et de forte croissance démographique, le Brésil devient une démocratie.**

Comment s'opère la transition démocratique au Brésil ?

## **Doc 2 p. 68 : Tancredo Neves, l'espoir de la transition démocratique**

Alors, que faire ? Attendre que le Brésil se réveille de son sommeil de géant et atteigne la pleine prospérité pour éponger la misère qui transforme les enfants en pickpockets ou en prostitués, comme le proposent les économistes libéraux, ou essayer d'autres remèdes ? C'est le problème qui se posera demain à Tancredo Neves, très vraisemblablement futur président de la République brésilienne. Après vingt ans de pouvoir, dont deux de crise économique sans précédent, les militaires ne semblent pas mécontents de quitter les affaires. Leur candidat, Paulo Maluf, ancien gouverneur de Sao Paulo, semble fort mal placé face à celui de l'opposition démocratique, bien que le parlement ait refusé l'élection au suffrage universel. Cent trente millions de Brésiliens, dont la moitié ont moins de vingt-cinq ans, trouveront-ils avec la démocratie restaurée la solution de leurs problèmes ?

Pierre Blanchet, « Brésil : l'étincelle du 15 janvier », 11 janvier 1985.

**Doc 3 p. 69 : Extraits de la Constitution de la République brésilienne du 5 octobre 1988**

PRÉAMBULE - Nous, représentants du peuple brésilien réunis en Assemblée nationale constituante pour instituer un État démocratique [...] promulguons, sous la protection de Dieu, la présente Constitution de la République fédérative du Brésil.

Art. 3. Les objectifs fondamentaux de la République fédérative du Brésil sont les suivants : I - construire une société libre, juste et solidaire ; II - garantir le développement national ; III - éradiquer la pauvreté et la marginalisation et réduire les inégalités sociales et régionales ; IV - promouvoir le bien de tous, sans préjugés d'origine, de race, de sexe, de couleur, d'âge ou toute autre forme de discrimination.

Art. 4. La République fédérative du Brésil se conforme dans les relations internationales aux principes suivants : I - l'indépendance nationale ; II - la primauté des Droits de l'Homme ; III - l'autodétermination des peuples ; IV - la non-intervention ; V - l'égalité entre les États ; VI - la défense de la paix ; VII - le règlement pacifique des conflits ; VIII - le refus du terrorisme et du racisme ; IX - la coopération entre les peuples pour le progrès de l'humanité ; X - la concession de l'asile politique.

Art. 5. Tous sont égaux devant la loi ; est garantie à tout Brésilien et à tout étranger résidant au Brésil l'inviolabilité du droit à la vie, à la liberté, à l'égalité, à la sûreté et à la propriété. [...]

## **Doc 5 p. 69 : Une transition démocratique contrôlée**

La perte d'efficacité et de crédibilité de l'État que l'on a observée pendant les années 1970 a donné lieu, au début de l'actuelle décennie, à une situation de dérèglement administratif. Le rejet de l'autoritarisme est devenu un sentiment généralisé, et l'idée de transition vers un régime démocratique a grandi dans des secteurs croissants de la classe politique. Ces mêmes préoccupations sont apparues – tardivement, il est vrai – chez les militaires. Un pacte entre ceux-ci et un important groupe politique dirigé par Tancredo Neves a défini un modèle de transition qui excluait la participation de la population en fermant les portes à l'élection directe du président de la République. Les frustrations ainsi engendrées ont été considérables et n'ont été que partiellement compensées par la convocation d'une Assemblée nationale constituante. Celle-ci a su rendre à la population le sentiment de participation en ouvrant de larges voies de communication avec la société civile. La particularité de la transition brésilienne tient à ce que les progrès dans la sphère politique n'ont pas eu de conséquences immédiates sur le plan institutionnel.

Celso Furtado, « Transition vers la démocratie au Brésil »,

Cahiers du Brésil contemporain, n° 6, 1989.

## **Cours. Les avancées démocratiques de l'Europe méditerranéenne dans les années 1970 et 1980 (p. 70-71)**

**Comment l'Espagne, le Portugal et la Grèce ont-ils mené une transition démocratique pacifique et durable ?**

### **I En Grèce, la démocratie renaît après la dictature des colonels**

#### **A - La Grèce des colonels**

En Grèce, les militaires gouvernent implacablement le pays depuis qu'ils ont renversé la monarchie en 1967. Le colonel Georges Papadopoulos, premier ministre en 1972, proclame une amnistie en 1973 et annonce l'organisation d'élections et une constitution pour une « nouvelle république ».

Les étudiants mènent un mouvement de contestation pour un « nouvelle démocratie », avant d'être violemment réprimés en novembre 1973. Papadopoulos, sans soutien de la population, est renversé huit jours plus tard par un coup d'État organisé par les éléments les plus intransigeants de l'armée.

#### **B - La crise chypriote emporte la dictature**

La junte qui dirige le pays souhaite rattacher Chypre à la Grèce. Les colonels précipitent une crise internationale, déclenchant l'invasion du nord de l'île par la Turquie en juillet 1974. Le premier ministre Konstantínos Karamanlís, soutenu par les colonels, évite que la guerre n'éclate. Devenu l'homme fort du pays, soutenu par la population, il lance le processus de démocratisation qui mène à l'abolition de la monarchie et à la mise en place de la République en décembre 1974.



L'année 1975 accélère la démocratisation : les anciens colonels sont jugés, une constitution démocratique voit le jour et Karamanlís demande l'adhésion de son pays à la CEE, qui sera effective en 1981.

## **II Au Portugal, le pays tourne la page salazariste**

### **A - La révolution des Œillets abat un régime vieux de quarante-huit ans**

En 1968, le vieux dictateur Salazar est destitué au profit de Caetano, qui peine à libéraliser le régime. L'impasse de la politique coloniale portugaise, les guerres en Angola et au Mozambique nourrissent l'opposition, particulièrement virulente dans les milieux étudiants.

Un mouvement d'officiers contestataires enclenche la révolution dans la nuit du 24 au 25 avril 1974. Ce mouvement est appuyé par António de Spínola et Costa Gomes, deux généraux souhaitant mettre un terme aux guerres africaines. Acclamé par la population, le Mouvement des forces armées (MFA) porte la « révolution des Œillets », ainsi nommée car les soldats plantent une fleur au bout de leur fusil. La « Junte de salut national », composée de militaires et présidée par Spínola, forme un gouvernement en mai. La censure est abolie, la police politique dissoute, les libertés politiques sont rétablies. Les opposants reviennent, les prisonniers politiques sont libérés, les partis qui avaient incarné la résistance à Salazar renaissent.

### **B - Les progrès de la démocratie**

Les élections d'avril 1975, remportées par les socialistes, constituent une étape importante dans l'enracinement de la vie démocratique. Cependant, la vie politique connaît de fortes tensions. Un mois avant les élections, le général Spínola avait

tenté un coup d'État. Parallèlement, l'extrême gauche, qui souhaite construire une république populaire, se radicalise. Durant l'été 1975, le Portugal est bord de la guerre civile.

La Constitution, qui établit un régime semi-présidentiel, est approuvée le 2 avril 1976. En juillet 1976, le général Eanes, modéré, est élu président de la République et réélu en 1980. De nombreuses mesures permettent d'ancrer durablement la démocratie, parmi lesquelles le droit de vote des femmes, le droit au divorce, les allocations de vieillesse et de chômage, le salaire minimum, le droit de grève et les congés payés. Des difficultés économiques persistent mais l'admission dans la CEE, demandée dès 1977 par le Premier ministre Mário Soares et acquise en 1986, permet de moderniser le Portugal. Sous le gouvernement d'Aníbal Cavaco Silva, entre 1985 et 1995, le développement du pays est soutenu.

### **III En Espagne, le pays sort de la longue dictature de Franco**

#### **A - Juan Carlos et les derniers feux du régime de Franco**

Le franquisme, qui résistait à toute modernisation, disparaît avec le décès de Franco en novembre 1975. Préparé pour la succession, le roi Juan Carlos se saisit du pouvoir en espérant faire de l'Espagne une monarchie constitutionnelle moderne et démocratique. Le souverain obtient la démission, en juillet 1976, du Premier ministre Carlos Arias Navarro. Lui succède un franquiste plus jeune et réformateur, Adolfo Suarez.

La légalisation du parti communiste et la restauration de la liberté syndicale constituent un fort signal d'ouverture. Le roi inquiète les conservateurs mais

les militaires lui restent fidèles ; une demande d'adhésion au Marché commun est déposée et une constitution démocratique est adoptée en décembre 1978. En 1981, Juan Carlos déjoue le putsch du colonel Tejero. Une fois ce danger écarté, le processus de démocratisation de la société s'avère irréversible.

## **B - L'ère de la consolidation démocratique**

Alors que le franquisme avait bénéficié d'un contexte de croissance économique, la transition démocratique est marquée par le chômage et l'inflation. La vie politique se bipolarise : les socialistes de Felipe Gonzalez, au pouvoir à partir de 1982, s'opposent à la droite de l'Alliance populaire. Un consensus national se renforce cependant autour des institutions.

La résurgence des revendications autonomistes fragilise le pays. Le terrorisme basque, avec l'ETA, devient le principal problème de l'Espagne. Parallèlement, son entrée dans la CEE en 1986 est vue comme un moyen de consolider et d'élargir le processus démocratique.

## **Jalon - De la révolution des Œillets à l'entrée dans l'Union**

### **européenne : la démocratisation du Portugal (1974-1986) (p. 72-73)**

**C'est de l'armée, épuisée par les guerres menées en Afrique par le régime de Salazar, que provient la révolution des Œillets, le 25 avril 1974. Le Portugal devient pendant quelques années un lieu d'expérimentation politique pour les gauches européennes. Le processus de démocratisation aboutit à l'entrée du Portugal dans la CEE en 1986.**

Quelles sont les grandes étapes de la démocratisation du Portugal ?

## **Doc 2 p. 72 : Manifeste des SUV (Les Soldats unis vaincront) du 9**

**octobre 1975**

**L'armée, à l'origine de la révolution en 1974, se divise fortement en 1975. Elle compte en son sein des cellules et des groupes révolutionnaires, parmi lesquels le SUV.**

1. Les Soldats unis vaincront (SUV) sont un front unitaire anticapitaliste et anti-impérialiste qui surgit au moment où la réaction fasciste se réorganise en profitant [...] de la politique des gouvernements qui n'ont pas su ni voulu soutenir les justes revendications des ouvriers et des paysans dont, nous, soldats, nous faisons partie.

2. Considérant que nous avons déjà [...] cédé face à la bourgeoisie, notamment en nous alliant avec le MFA, mouvement d'officiers des forces armées [ce qui] nous a valu non seulement l'éloignement et l'hostilité de couches importantes de la population (en particulier de nos frères paysans) mais aussi la démoralisation et l'endormissement de nombreux combattants de nos rangs face à l'offensive réactionnaire à l'intérieur et à l'extérieur des casernes.

Les SUV se proposent de mener une offensive autonome revêtant un caractère de classe. [...]

3. Les Soldats unis vaincront (SUV) luttent aux côtés de tous les travailleurs en vue de préparer les conditions permettant la destruction de l'armée bourgeoise et la création du bras armé, le pouvoir des travailleurs : l'armée populaire révolutionnaire.

TOUJOURS DU CÔTÉ DU PEUPLE EST NOTRE DEVISE !

OUVRIERS, PAYSANS, SOLDATS ET MARINS UNIS NOUS VAINCRONS !

Dans Raquel Varela, Un peuple en révolution. Portugal 1974-1975,

traduit du portugais par Hélène Melo, Agone, 2018.

### **Doc 3 p. 73 : Le défi de l'adhésion à la CEE**

Défi pour le Portugal tout d'abord [l'adhésion aux Communautés], car nous n'ignorons point ni nos faiblesses ni nos difficultés présentes. Défi ensuite pour l'Europe, car en frappant à sa porte nous avons le sentiment d'exprimer le sens et la dimension européenne des changements politiques et sociaux survenus ou en train de survenir dans l'Europe du Sud. Ignorer cette réalité nouvelle ne ferait qu'élargir l'écart qui sépare encore, en termes économiques, cette Europe du Sud de l'Europe du Nord, avec tous les dangers de désintégration et de rupture pour toute l'Europe que cela ne manquerait pas d'entraîner à la longue. [...] Nous entreprenons notre démarche européenne avec la pleine conscience de nos responsabilités et notre choix n'exclut nullement le sens des réalités [...]. L'ensemble des mesures d'austérité et de récupération économique et financière que mon gouvernement vient de prendre montrent notre volonté de mener de front nos propres efforts de redressement intérieur lesquels devront aller de pair avec la définition d'un programme intégré de développement et de coopération avec la Communauté. Par des orientations précises et avec des échéances de réalisation prévues dans l'optique de la grande option européenne, ce programme devra constituer une action approfondie parallèle au déroulement des négociations d'adhésion elles-mêmes. En plus et venant s'y ajouter, des modalités de coopération politique pourront être envisagées et étudiées en vue d'imprimer à toutes ces actions une juste orientation. [...]

Discours de Mário Soares, Premier ministre portugais,  
devant la Commission européenne (Bruxelles), 11 mars 1977.

## **Doc 5 p. 73 : Une démocratie européenne**

Ce n'est qu'à partir du début des années 1980 que cette démocratie européenne a pu pleinement s'épanouir, avec la fin de la dualité des pouvoirs entre civils et militaires (révision constitutionnelle de 1982 entérinant la disparition du Conseil de la Révolution), l'élection, pour la première fois depuis plus de soixante ans, d'un civil comme Président de la République (Mário Soares en février 1986, 1991) et l'entrée dans la Communauté européenne, le 1er janvier 1986. [...]

Le régime devient progressivement parlementaire dans les années 1980, suite à la révision constitutionnelle de 1982. L'Assemblée de la République, chambre unique du Parlement portugais qui compte aujourd'hui 230 députés (contre 250 en 1976), élus pour quatre ans au scrutin proportionnel, se replace au centre du dispositif institutionnel.

Yves Léonard, Histoire du Portugal contemporain,  
de 1890 à nos jours, Chandeigne, 2018 (2e éd.).



## **Jalon - La transition démocratique espagnole, de la mort de Franco à l'adhésion à l'UE (1975-1986) (p. 74-75)**

**Survenue le 20 novembre 1975, la mort de Franco met un terme à une longue période de dictature. Elle ouvre la voie à la démocratisation de l'Espagne, un pays qui devient en quelques années une monarchie constitutionnelle moderne et démocratique. Le processus de démocratisation est renforcé par l'entrée de l'Espagne dans la CEE en 1986.**

Comment l'Espagne est-elle devenue une démocratie ?

## **Doc 1 p. 74 : « L'Espagne demain »**

L'interminable agonie du général Franco a pris fin. Une longue, bien longue, page de l'histoire de l'Espagne se trouve tournée. Un homme est mort, un homme qui a pris au cours de son existence de bien lourdes responsabilités. [...]

Mais comment ne pas s'inquiéter de l'avenir de l'Espagne. Voici un peuple qui quarante ans après la fin de la plus atroce des guerres civiles – et les atrocités furent ô combien partagées – se retrouve sans celui qui l'a dirigé d'une main de fer. Celui qui a dicté sa loi, tranché, jouant habilement (ou cyniquement si l'on veut) des uns contre les autres.

Certes la succession a théoriquement été réglée. Mais quelle sera l'autorité de Juan Carlos, le roi d'Espagne désigné par Franco ? Contesté, il l'est, semble-t-il, non seulement par les opposants au régime mais parmi les piliers de celui-ci : ils le soupçonnent d'être favorable à une certaine libéralisation dont ils ne veulent à aucun prix. Par quel moyen ce roi presque inconnu – peut-être méconnu – parviendra-t-il à rassembler ce peuple où, tragiquement, malgré des progrès économiques et sociaux incontestables, il y a toujours aujourd'hui des vainqueurs et des vaincus, ceux de la guerre civile ?

Monarque absolu, Franco l'a été. Juan Carlos ne saurait l'être. Franco mort, rien ne peut plus être comme avant. Qui ne souhaiterait que l'Espagne qui en a longtemps été privée connaisse enfin la liberté ? Qui ne souhaiterait que le peuple espagnol puisse enfin s'exprimer démocratiquement sur son avenir ? [...]

Éditorial d'André Géraud, La Croix, 21 novembre 1975.

### **Doc 3 p. 75 : Extraits de la Constitution du 27 décembre 1978**

#### Article premier

1. L'Espagne constitue un État de droit, social et démocratique, qui défend comme valeurs suprêmes de son ordre juridique la liberté, la justice, l'égalité et le pluralisme politique.

2. La souveraineté nationale appartient au peuple espagnol, dont émanent les pouvoirs de l'État.

3. La forme politique de l'État espagnol est la monarchie parlementaire.

#### Article 2

La Constitution [...] reconnaît et garantit le droit à l'autonomie des nationalités et des régions qui la composent et la solidarité entre elles. [...]

#### Article 6

Les partis politiques traduisent le pluralisme politique, concourent à la formation et à la manifestation de la volonté populaire [...]. Ils se constituent et exercent leur activité librement dans le respect de la Constitution et de la loi. Leur structure interne et leur fonctionnement doivent être démocratiques.

#### Article 7

Les syndicats de travailleurs et les associations patronales contribuent à la défense et à la promotion des intérêts économiques et sociaux qui leur sont propres.

Ils se constituent et exercent leur activité librement dans le respect de la Constitution et de la loi. Leur structure interne et leur fonctionnement doivent être démocratiques.

[...] Article 10

1. La dignité de la personne, les droits inviolables qui lui sont inhérents, le libre développement de la personnalité, le respect de la loi et des droits d'autrui constituent le fondement de l'ordre politique et de la paix sociale. [...]

## **Doc 5 p. 75 : La question des autonomies régionales**

Les socialistes et les communistes avaient milité, dès le début de la transition, en faveur de l'autonomie du Pays Basque et de la Catalogne. [...] Les analystes politiques, à l'exception de ceux d'extrême droite, pensaient que les statuts d'autonomie mettraient fin aux revendications historiques de ces deux régions et surtout au terrorisme qui menaçait sérieusement la Transition. [...] Il s'agissait en fait de choisir entre le maintien du système centralisateur et la promulgation de deux statuts d'autonomie, un pour le Pays Basque et l'autre pour la Catalogne, ou la création d'un système général d'autonomies pour les régions qui en feraient la demande. Ce fut cette perspective qui prévalut pour la rédaction de la Constitution de 1978 : on préféra une autonomie générale à une autonomie limitée seulement à deux régions.

Maria Goulemot Maeso, L'Espagne de la mort de Franco à l'Europe des Douze, éditions Minerve, 1989.

## **Points de vue. L'Espagne peut-elle en finir avec le franquisme ? (p. 76-77)**

### **Doc 2 p. 76 : Un travail de mémoire mouvementé**

Depuis le milieu des années 1990, la vague mémorielle a submergé la vie politique espagnole et il ne se passe pas un jour sans que les quotidiens ne se fassent l'écho des difficultés qu'ont les Espagnols à assumer les fantômes de la guerre civile et, plus récemment, ceux de la répression franquiste. [...]

Depuis le milieu des années 1990, la vague mémorielle a submergé la vie politique espagnole et il ne se passe pas un jour sans que les quotidiens ne se fassent l'écho des difficultés qu'ont les Espagnols à assumer les fantômes de la guerre civile et, plus récemment, ceux de la répression franquiste. [...]

Les élections de 1996 furent un facteur déclencheur dans la mesure où le Parti socialiste ouvrier espagnol (PSOE) ralluma le souvenir de la guerre pour tenter d'empêcher l'accession au pouvoir du Parti populaire (centre droit). Le soixantième anniversaire du coup d'État de 1936 et les retrouvailles de l'Espagne avec les vieux brigadistes<sup>1</sup> sont une autre raison. L'usure de la transition démocratique, éclaboussée par de nombreux cas de corruption, est une troisième cause fondamentale. Mais parmi le faisceau d'éléments permettant de rendre compte de cette évolution, il en est un qui a souvent échappé aux observateurs [...] : c'est la montée en puissance, depuis les années 1960, des revendications victimaires qui coïncident en partie avec ce que l'historienne Annette Wiewiorka a dénommé « l'ère des témoins ». [...] La loi dite de la mémoire historique, votée en décembre 2007, tenta de refermer les plaies de cette crise mémorielle. [...] La loi déclara injustes les condamnations et les sanctions prononcées contre les victimes. Elle accorda des pensions aux orphelins de prisonniers, aux travailleurs forcés et aux « enfants de la guerre ». Elle incita les pouvoirs locaux à retirer de la voie publique les monuments commémoratifs franquistes.

Stéphane Michonneau, « Espagne. Les fantômes de la guerre civile et du franquisme », Grande Europe n° 6,

La Documentation française, mars 2009.

1. Anciens membres des Brigades internationales, groupe de volontaires armés qui combattirent aux côtés des républicains espagnols durant la guerre civile, de 1936 à 1938.

## **Doc 4 p. 77 : L'exhumation de Franco divise l'Espagne**

Chaque année, des dizaines de milliers de touristes, de curieux ou de nostalgiques du Caudillo<sup>1</sup> visitent ce site dominé par une croix en granit de 150 mètres de haut. [...] « C'est une façon de signifier que l'Espagne n'a pas encore coupé le cordon ombilical avec l'ancien régime, et c'est cela qui est grave. » Ce n'est pas la seule raison pour laquelle le socialiste Pedro Sanchez, soutenu sur ce sujet par les radicaux [...] et par les nationalistes catalans et basques, a pris une décision aussi lourde de sens. Dans le sous-sol du mausolée reposent aussi quelque 33 000 cadavres de combattants de la Guerre civile, jetés pêle-mêle à l'époque, ce qui en fait la plus grande fosse commune du pays. Or l'an dernier, une loi votée à la Chambre basse avait obligé l'exhumation du Valle de los Caídos de « toute personne n'ayant pas été victime de la guerre civile ». Franco étant décédé de mort naturelle en 1975, sa dépouille doit donc être extraite du site. [...]

François Musseau, correspondant à Madrid, Le Temps, 27 août 2018.

1. Général espagnol ayant pris le pouvoir (titre repris par le général Franco en 1936).



## **Doc 5 p. 77 : Où Franco doit-il reposer ?**

La dépouille du dictateur sera exhumée de son mausolée pour être enterrée le 10 juin dans un cimetière au nord de Madrid, a annoncé vendredi 15 mars le gouvernement espagnol.

« La réinhumation des restes de Franco aura lieu le 10 juin au matin, ils iront au panthéon de Mingorrubio-El Pardo, qui appartient à l'État », a déclaré la vice-présidente du gouvernement, Carmen Calvo. Un recours en justice pourrait toutefois retarder l'inhumation, voire la bloquer.

[...]. Le transfert des restes du dictateur, s'il a lieu à la date annoncée, mettra fin à près d'un an de résistance des descendants du « Généralissime », vainqueur de la guerre civile de 1936-1939, et du monastère bénédictin qui entretient le mausolée.

Le gouvernement a d'abord dû obtenir l'appui du Vatican et a ensuite rejeté la proposition de la famille de réinhumer le dictateur dans le caveau familial de la cathédrale de l'Almudena, située en plein cœur de Madrid, à côté du Palais royal. Le gouvernement craignait que la cathédrale se transforme en lieu de pèlerinage des nostalgiques de la dictature.

« Espagne : Franco devrait être exhumé le 10 juin », Le Monde/AFP,  
LeMonde.fr, 15 mars 2019.